

**APPEL D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX
N°06/2024**

CAHIER DE PRESCRIPTIONS SPECIALES

**ÉTUDE DE RÉALISATION DU BAROMÈTRE DE LA
CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES,
EN LOT UNIQUE**

*Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du
paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC
tel qu'il a été modifié et complété.*

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur Offres de prix (séance publique), en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC tel qu'il a été modifié et complété.

ENTRE :

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) sise à Immeuble HIGH-TECH Hall B Avenue Annakhil, 4^{ème} et 3^{ème} étage Hay Ryad- Rabat, dûment représentée par Monsieur Mohammed Bachir RACHDI en sa qualité de Président.

Ci-après désignée par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION » ou « L'INPPLC » ou « MAITRE D'OUVRAGE » ou « MO ».

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

La société

Représentée par Monsieur (Madame).....En qualité de

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Identifiant fiscal :

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

2. Cas de personne physique

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

3. Cas d'un groupement :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention) :

- Membre 1 :

M. qualité

Agissant au nom et pour le compte de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

N° de patente

Registre de commerce de sous le n°

Identifiant fiscal :

Affilié à la C.N.S.S sous le n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)

Ouvert auprès de

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

(Servir les renseignements le concernant)

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)

Ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

4. Cas d'un auto-entrepreneur



Auto-entrepreneur : M :

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

CNIE:.....

Taxe professionnelle n°

N° d'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur (ICE).....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE»

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

5. Cas d'une coopérative ou union de coopératives

La sociétéreprésentée par M :

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de local des coopérativesSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « PRESTATAIRE»

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	2
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	6
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	6
ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	6
ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE :	7
ARTICLE 6 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	8
ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	8
ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE	8
ARTICLE 9 : NANTISSEMENT	8
ARTICLE 10 : SUPERVISION DE LA PRESTATION	9
ARTICLE 11 : APPRECIATION DES LIVRABLES	9
ARTICLE 12 : COMPOSITION DE L'EQUIPE DU PRESTATAIRE	10
ARTICLE 13 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL	11
ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	11
ARTICLE 15 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE	11
ARTICLE 16 : RECEPTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 18 : LIEU & DELAI D'EXECUTION	13
ARTICLE 19 : COMMENCEMENT DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 20 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX	13
ARTICLE 21 : CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	14
ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE 23 : ASSURANCES – RESPONSABILITES	14
ARTICLE 24 : DROITS D'ENREGISTREMENT	15
ARTICLE 25 : MODALITES DE REGLEMENT	15
ARTICLE 26 : PENALITES POUR RETARD	15
ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE	16
ARTICLE 28 : ARRET DE L'EXECUTION DU MARCHE	16
ARTICLE 29 : DROIT DE PROPRIETE	16
ARTICLE 30 : CAS DE FORCE MAJEURE	16
ARTICLE 31 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	16
ARTICLE 32 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	16
ARTICLE 33 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITION DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC	17
ARTICLE 34 : REGLEMENT DE LITIGES ET LOI APPLICABLE AU MARCHE	17
ARTICLE 35 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL	17
ARTICLE 36 : RECOURS AUX EXPERTS NATIONAUX	17
ARTICLE 37 : CONTEXTE DE L'ETUDE	18
ARTICLE 38 : OBJECTIFS	20
ARTICLE 38 : APPROCHE METHODOLOGIQUE	21
ARTICLE 39 : DEROULEMENT DES MISSIONS	26
ARTICLE 40 : LIVRABLES DE LA PRESTATION	30
ARTICLE 41 : BORDEREAUX DES PRIX	31

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : Etude de réalisation du baromètre de la confiance dans les institutions publiques, en lot unique.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par son Président.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent à réaliser une étude pour la réalisation du baromètre de la confiance dans les institutions publiques.

Le titulaire du marché issu de cet appel d'offres ouvert est appelé à réaliser les 3 phases suivantes :

Phase I : Cadrage
Phase II : Collecte de données
Phase III : Analyse des données et élaboration du rapport des résultats

Les spécifications techniques des prestations susvisées sont explicitées au niveau du chapitre 2 du présent CPS.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

- 1- L'acte d'engagement ;
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3- L'offre technique ;
- 4- Le bordereau du prix global ;
- 5- La décomposition du montant global ;
- 6- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le Décret n°2-01-2332 du 22 rabii 1 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE :

Le Prestataire est soumis aux dispositions des textes généraux énumérés ci-après :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n°2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté du chef de gouvernement vn°3-302-15 (17 décembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
- Le Décret Royal n°2-01-2332 du 22 Rabi I 1423 (4 Juin 2002) approuvant le cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G - EMO) applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- L'arrêté de la ministre de l'économie et des finances n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents ;
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre particulièrement : le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 142 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du marché résultant du présent appel d'offres.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

ARTICLE 7 : PIÈCES MISES À LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 4 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-EMO.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 11 du CCAG-EMO.

ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Les notifications prévues à l'article 17 du CCAG-EMO seront valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur le Président de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption**.
2. Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est le **Président de l'INPPLC**.
3. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
5. Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
6. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : SUPERVISION DE LA PRESTATION

La réalisation des prestations se fera sous la supervision d'un Comité de suivi désigné par décision du maître d'ouvrage. Ce comité assurera le suivi d'exécution de la présente prestation, notamment en :

- Supervisant le bon déroulement du projet, et prenant les arbitrages nécessaires pour garantir l'atteinte des objectifs du projet ;
- Facilitant et organisant les relations avec les intervenants ;
- Validant les rapports et documents élaborés par le titulaire du marché.

Ce comité constitue une structure d'orientation et de décision qui traite à fréquence régulière les éléments suivants :

- La validation du planning détaillé élaboré par le prestataire ;
- Le suivi du planning du projet et son déroulement ;
- La validation des ressources affectées au projet ;
- Le contrôle du respect des objectifs ;
- Le suivi de la livraison et la validation des livrables ;
- Le contrôle et la validation des jalons d'avancement du projet.

Des réunions de travail entre le comité de suivi désigné par l'INPPLC et le comité du projet contractuel du titulaire peuvent être déclenchées à tout moment afin de réaliser des ajustements techniques.

ARTICLE 11 : APPRECIATION DES LIVRABLES

A l'issue de chaque phase, le maître d'ouvrage procède à l'examen des livrables produits par le titulaire du marché. A chaque fois, le maître d'ouvrage se réserve un délai pour appréciation. Ce délai est de dix jours (10 jours) ouvrables pour chaque phase.

Chaque délai précité est décompté à partir de la date de la remise, par le titulaire, des livrables de la phase concernée.

Durant chaque délai, le maître d'ouvrage doit :

- Soit accepter les livrables sans réserve ;
- Soit inviter le titulaire à procéder à des corrections ou améliorations pour les rendre conformes aux exigences du CPS et aux règles de l'art et ce, dans un délai de 10 jours à compter de la date de notification des remarques soulevées par le comité de suivi ;
- Soit, le cas échéant, prononcer un refus motivé des livrables pour insuffisance grave dûment justifiée.

En cas de refus, le titulaire est tenu de soumettre au maître d'ouvrage, dans un délai de 10 jours, les nouveaux livrables et la procédure décrite, ci-dessus, est réitérée et ce, sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.

Dans tous les cas, les frais de reprise sont entièrement à la charge du titulaire.

En cas d'acceptation des livrables d'une phase, le maître d'ouvrage prononce son approbation et ordonne au titulaire, par écrit, d'exécuter les prestations de l'étape suivante.

Les délais que se réserve le maître d'ouvrage pour approuver les livrables ne sont pas compris dans le délai d'exécution du marché.

ARTICLE 12 : COMPOSITION DE L'EQUIPE DU PRESTATAIRE

Le titulaire du marché objet du présent appel d'offres devra affecter à cette étude, une équipe de travail choisie pour ses compétences, sa connaissance et son expérience dans le domaine objet de la présente prestation. L'équipe doit comprendre les profils suivants, avec une expérience solide et des références éprouvées :

- Un Directeur de projet.
- Un expert en études quantitatives et qualitatives avec des références dans des projets similaires en matière de conduite des enquêtes et de traitement et l'analyse des données des enquêtes ;
- Un expert dans les domaines en relation avec la thématique traitée intégrant les dimensions gouvernance, corruption, fraude, identification et analyse de risques, système d'intégrité, ...
- Experts en collecte d'informations à caractère socioéconomique (Minimum 20 enquêteurs qualifiés).

Le chef de projet et les experts doivent :

- Avoir une expérience reconnue dans la réalisation des travaux en relation avec les profils demandés.
- Avoir un diplôme Bac+5 ou équivalent.
- Avoir une expérience minimale de 10 ans.

Les intervenants proposés par le titulaire et acceptés par le maître d'ouvrage lors de l'analyse des offres des concurrents ne peuvent être remplacés qu'après accord écrit de celle-ci.

Les experts du titulaire du présent appel d'offres, intervenants dans la mission, s'engagent à exécuter leurs travaux dans les règles et selon les normes et standards professionnels les plus élevés. L'INPPLC se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'équipe du Prestataire au cours de l'exécution de leur mission.

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres devra pouvoir procéder au remplacement de ce membre de l'équipe, dans un délai de 15 (quinze) jours maximums à compter de la date de notification de leur refus par l'INPPLC, par un professionnel de qualification au moins égale.

ARTICLE 13 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL

En cas du changement du personnel affecté, par le prestataire, à l'exécution des prestations objet du présent marché, les dispositions des paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 18 du CCAG-EMO sont applicables.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le prestataire doit veiller au respect des lois et règlements en vigueur au Maroc, et s'engage à exécuter les prestations dans les règles de l'art, selon des normes et standards professionnels en vigueur. Il est tenu notamment de :

- Effectuer des déplacements sur les lieux, des visites, des contacts et des réunions sur site (siège de l'INPPLC) avec les responsables pour la collecte de l'information ;
- Apporter aux livrables et documents provisoires les modifications demandées suite aux procédures de suivi, de concertation ou d'approbation / validation ;
- Garantir qu'il est en mesure de fournir d'une façon professionnelle les prestations décrites dans le présent cahier des charges et se déclare libre de toutes restrictions légales et/ou de toutes obligations envers des tiers qui pourraient altérer, en tout ou partie, l'exécution de ses obligations ;
- S'engager à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et les experts ayant les qualités et compétences professionnelles pour accomplir les tâches prévues dans le présent cahier des charges ;
- S'engager à garder une absolue neutralité vis à vis des tiers. Le titulaire s'abstiendra de toute relation de nature à compromettre son objectivité ;
- Être civilement et pénalement responsable de tout dommage causé à des tiers résultant de tout acte de malveillance ou de négligence grave imputable à ses experts dans l'exercice de leurs activités professionnelles relatives à l'exécution du marché découlant de cet appel d'offres ;
- Informer constamment des relations qu'il aura à entreprendre avec des tiers pour l'accomplissement des prestations, en particulier un double de toute correspondance avec ces tiers sera adressé à l'INPPLC.

ARTICLE 15 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire toutes les données techniques et toute information nécessaire au bon déroulement des prestations objet du présent appel d'offres ;
- Faciliter la prise de contact avec les services de l'INPPLC et la programmation des réunions de travail ;
- Accomplir avec la célérité qui s'impose les tâches dont il aura la charge dans le cadre du présent projet ;
- Désigner un responsable projet et affecter les ressources humaines nécessaires pour accompagner le prestataire (Comité de suivi).

ARTICLE 16 : RECEPTION DES PRESTATIONS

A. RECEPTION PROVISOIRE

En application de l'article 47 du CCAG-EMO, la réception provisoire partielle sera prononcée après la réalisation des prestations de chaque phase et validation des livrables correspondants. Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire partielle.

S'il constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux prescriptions du marché, le prestataire procédera aux rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception partielle ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

La dernière réception provisoire partielle tient lieu de réception provisoire du marché.

B. RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO, il sera procédé à la réception définitive du marché.

La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie fixé à **(03) trois mois** à partir de la date de la réception provisoire partielle de la dernière phase.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE

Les phases n°1, 2 et 3 du présent marché constitue le corps d'état principal, par conséquent elles ne peuvent en aucun cas faire l'objet de sous-traitance.

Lorsque le prestataire envisage de recourir à la sous-traitance, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment les très petites, petites et moyennes entreprises installées au Maroc y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les autoentrepreneurs, conformément à l'article 149 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 18 : LIEU & DELAI D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées au siège de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption à Rabat.

Le délai d'exécution est fixé à **90 jours calendaires** à compter de la date prévue dans l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations. Ce délai ne prend pas en compte les délais que se réserve le maître d'ouvrage pour la validation des livrables et rapports.

Ce délai se décompose comme suit :

- **Phase I : Cadrage : 20 jours**
- **Phase II : Collecte de données : 40 jours**
- **Phase III : Analyse des données et élaboration du rapport des résultats : 30 jours.**

ARTICLE 19 : COMMENCEMENT DES PRESTATIONS

Le commencement de l'exécution des prestations débutera à compter de la date prévue par l'ordre de service y afférent.

Un ordre de service sera établi pour le commencement de chacune des phases du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 20 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

A- Nature des prix :

Le présent marché est à prix global.

Le prix est établi et calculé sur la base de la décomposition du montant global annexée au présent cahier des prescriptions spéciales.

Le prix global couvre et rémunère l'ensemble des prestations qui font l'objet du marché et telles qu'elles doivent être exécutées conformément à ce dernier et ce quelles que soient les quantités réellement exécutées.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de services y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Les prix du marché sont libellés en dirhams (DH) marocain en toutes taxes comprises (T.T.C).

B- Caractère des prix :

Le présent marché est passé à prix fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 21 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

- **Le cautionnement provisoire** est fixé à la somme de : **Vingt mille deux cent Dirhams (20.200,00 DH)**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16 paragraphe 1 du CCAG-EMO.

- **Le cautionnement définitif** est fixé à 3% du montant initial du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délais maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestations si le titulaire a rempli toutes les obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément à l'article 16 paragraphe 2 du CCAG-EMO.

ARTICLE 22 : DELAI DE GARANTIE - RETENUE DE GARANTIE

En application de l'article 40 du CCA-EMO, la retenue de garantie à prélever sur les acomptes est de dix pour cent (10%). Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire délivrée par les établissements bancaires autorisés à cet effet. Elle sera libérée dans les trois mois qui suivent la date de la réception définitive, dans les conditions prescrites par l'article 16 du présent CPS.

Le plafond de la retenue de garantie est de 7% du montant initial du marché augmenté du montant des avenants. Le délai de garantie est fixé à (03) trois mois, à compter de la date du procès-verbal de la réception provisoire. Pendant cette période de garantie, le titulaire est tenu de remédier dans un délai de dix (10) jours à toute imperfection ou anomalie qui lui est signalé par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 23 : ASSURANCES – RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 24 : DROITS D'ENREGISTREMENT

Le prestataire s'acquitte des droits d'enregistrement conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 25 : MODALITES DE REGLEMENT

Les décomptes ne seront payés qu'après remise des documents dûment repris en fonction des remarques éventuelles de l'Instance et établissement du PV de réception y afférent.

Après constatation du service fait, le règlement sera effectué sur la base de décomptes provisoires en application des prix forfaitaires figurant dans la décomposition du montant global déduction faite de l'application des pénalités de retard et de la retenue de garantie prescrite à l'article 22 ci-dessus, et ce pour chaque composante de phase terminée et approuvée par le maître d'ouvrage, au pourcentage indiqué dans le tableau suivant :

Désignation	Pourcentage
Phase I : Cadrage	25%
Phase II : Collecte de données	25%
Phase III : Analyse des données et élaboration du rapport des résultats	50%

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire ouvert au nom du titulaire indiqué dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

Pour l'ensemble des prestations, le prestataire sera rémunéré suivant le montant de son offre toutes taxes et charges comprises.

Les décomptes doivent être arrêtés en toutes lettres, certifiés exacts et signés par le prestataire qui doit en outre rappeler l'intitulé exact de son compte courant ou bancaire (RIB).

ARTICLE 26 : PENALITES POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il est appliqué une pénalité par jour calendaire de retard d'un pour mille (1/1000) du montant du marché modifié ou complété par les avenants intervenus et qui sera retenue d'office sur les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de service de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

Toutefois, le montant total des pénalités qui seront appliquées ne doit pas excéder 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, le cas échéant. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et par les dispositions du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 28 : ARRET DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le maître d'ouvrage a la possibilité d'arrêter l'exécution du marché au terme de chacune des phases conformément à l'alinéa 2 de l'article 28 du CCAG-EMO.

Dans ce cas, le marché est automatiquement résilié et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 29 : DROIT DE PROPRIETE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit exclusif de disposer des documents et rapports de toute nature, réalisés pour son compte, par le titulaire, dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres.

Après réception, lesdits documents et rapports deviennent la propriété du maître d'ouvrage qui peut les utiliser sans aucune redevance ni restriction. Le titulaire n'a pas le droit de les commercialiser ni de les utiliser à d'autres fins sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

ARTICLE 30 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 32 du CCAG-EMO, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit : La pluie : 100 mm ; Le vent : 120 km/h ; Le séisme : 5,5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 31 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE 32 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 33 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITION DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 34 : REGLEMENT DE LITIGES ET LOI APPLICABLE AU MARCHÉ

En cas de litige entre l'Instance et le prestataire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 53 et 54 du CCAG EMO. Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente conformément à l'article 55 du CCAG EMO. La loi, qui régit le présent marché et conformément à laquelle il doit être interprété, est la loi marocaine.

Le litige est soumis aux tribunaux compétents du Maroc.

ARTICLE 35 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire du marché et son équipe sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Sans autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à du maître d'ouvrage des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur étude. Après leur approbation, les documents et rapports fournis par le Prestataire resteront la propriété exclusive du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage sera libre d'utiliser ces documents et rapports aux fins qu'elle jugera utiles. Le Prestataire ne pourra en aucun cas utiliser les rapports qu'il a produits dans le cadre de cette mission ou tout autre document à des fins indépendantes du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres.

Tous les documents ayant servi pour l'élaboration de l'étude doivent être restitués par le Prestataire au maître d'ouvrage.

Le prestataire doit adopter les mesures de sécurité nécessaires concernant l'usage, la conservation et l'accès de son personnel à ces données afin de respecter et de faire respecter l'obligation établie dans le présent article.

Le Prestataire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous collaborateurs et tiers intervenants.

ARTICLE 36 : RECOURS AUX EXPERTS NATIONAUX

Conformément aux dispositions de l'article 144 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le titulaire du marché issu du présent appel d'offres, non installé au Maroc, est tenu d'associer des experts nationaux à l'exécution des prestations objet du marché, sauf en cas d'indisponibilité de ces experts nationaux.

CHAPITRE 2 : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 37 : CONTEXTE DE L'ETUDE

La confiance exerce une influence sur la plupart de nos décisions, qu'il s'agisse d'un changement de comportement ou du soutien à des réformes. Lorsque les gouvernements perdent la confiance de leurs citoyens, les conséquences peuvent être dévastatrices : des électeurs désillusionnés par la sacralité du système électoral peuvent se désengager et choisir de ne pas voter, entraînant finalement une moindre capacité à demander des comptes.

La confiance publique est un lubrifiant essentiel au fonctionnement de tout système politique. La bonne gouvernance ne se fonde pas uniquement sur le respect mécanique des règles administratives ou le respect légal des règles constitutionnelles. Elle nécessite également que les citoyens partagent une large culture de confiance sociale en ce que les fonctionnaires d'état – et les institutions qu'ils représentent – agiront instinctivement pour le bien de tous. Dans une démocratie, par exemple, les citoyens doivent raisonnablement pouvoir attendre des agents publics les fonctionnaires d'état qu'ils gouvernent en leur nom. Cependant, lorsque ces fonctionnaires sont perçus comme violateurs de la confiance du public, les populations se sentent justifiées dans leur refus de se conformer volontairement.

La confiance des citoyens conduit à un plus grand respect d'un large éventail de politiques publiques, telles que les mesures de santé publique, les réglementations et le système fiscal. Elle favorise également la participation politique, renforce la cohésion sociale et consolide la légitimité institutionnelle. A plus long terme, la confiance est nécessaire pour aider les gouvernements à relever les défis sociétaux à long terme tels que le changement climatique, le vieillissement des populations et l'évolution des marchés du travail.

Dans tous les pays, les gouvernements et leurs institutions doivent jouir de la confiance des citoyens s'ils souhaitent obtenir un soutien durable en faveur du changement et des réformes. Les citoyens sont peu susceptibles de soutenir une réforme visant à modifier les comportements s'ils ne sont pas convaincus que leurs dirigeants mettent tout en œuvre pour améliorer les services, avec des résultats concrets dans leur vie quotidienne.

Plusieurs critères renforcent la confiance dans ces institutions, notamment leur expertise, leur compréhension de l'économie politique, leurs capacités d'innovation, leur accessibilité et leur réactivité, parmi d'autres. Cependant, tous ces attributs reposent fondamentalement sur la confiance.

Au niveau international, le **World Value Survey (WVS)** est une enquête menée dans le monde entier afin d'étudier les valeurs dans les différentes sociétés. **Les valeurs couvrent** les représentations économiques, politiques, sociales, ou encore la religion, **la confiance** et le bonheur. Selon les résultats de la 7^{ème} vague 2017-2022, 81.3% des personnes se sont déclarées peu confiantes ou pas du tout confiantes dans les parties politiques, 79.9% pour dans le parlement, 79% dans le gouvernement, 71.7% dans la justice, 77.3% dans la presse, 66.5% dans la société civile et 52.7% dans la police.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mène également des travaux portant sur la **mesure des déterminants de la confiance dans les gouvernements démocratiques**. L'Organisation explore les voies que les gouvernements peuvent adopter pour renforcer la confiance dans différents contextes.

Dans ce sens, les travaux de l'OCDE ont permis d'identifier les principaux déterminants de la confiance dans les institutions publiques. Il s'agit en particulier des facteurs de la gouvernance publique (réactivité et fiabilité dans la mise en œuvre des politiques et des services en agissent en accord avec les valeurs d'ouverture, d'intégrité et d'équité), les facteurs culturels, socio-économiques et politiques, ainsi que la capacité des gouvernements à faire face aux problèmes mondiaux et intergénérationnels.

L'enquête la plus récente sur la confiance conduite par l'OCDE est celle de 2023 (2^{ème} édition) et a porté sur 30 pays. Elle sera menée de façon biannuelle.



Dans le cadre de ses documents de travail sur les politiques, la **Banque Mondiale** a conduit une étude sur **les motivations de la confiance des citoyens dans les institutions publiques au Maroc**. Les auteurs de ce travail ont analysé les voies menant à la confiance institutionnelle. Autrement-dit, ils ont tenté de répondre à la question suivante : la confiance serait-elle motivée par la perception qu'ont les citoyens des résultats des politiques ou par leur perception de l'intégrité et de la crédibilité des processus politiques ?

L'enquête a été menée auprès de 5.916 Marocains. Les analyses ont montré que la confiance des Marocains dans les institutions est fortement associée à des évaluations positives des résultats politiques - y compris la satisfaction à l'égard de la prestation des services publics et de la performance économique du gouvernement. Lesdites analyses ont également prouvé que la confiance institutionnelle est encore plus fortement et solidement associée à la qualité des processus de gouvernance, et en particulier à la perception que les institutions fonctionnent avec intégrité et prennent des engagements crédibles. Au-delà des variables politiques, l'étude fournit également des preuves complémentaires que la confiance institutionnelle dépend du capital social au niveau individuel, y compris la confiance sociale, et des facteurs sociodémographiques.

Au niveau national, le parlement a réalisé une étude nationale sur les valeurs basée sur une enquête de terrain auprès d'un échantillon représentatif de 1600 citoyens marocains âgés de 18 et plus. Le questionnaire de l'enquête a consacré son 6^{ème} volet à la thématique de la « **Confiance dans les autres et confiance dans les institutions** ». Les résultats relatifs à la confiance dans les institutions publiques ont permis de faire ressortir que « l'hôpital public » est l'institution à l'égard de laquelle le pourcentage le plus élevé de personnes interrogées ont exprimé leur « manque et faiblesse de confiance » (75 %), dont 42 % de ceux qui ont déclaré n'avoir « aucune confiance » dans cette institution ; suivie par les institutions médiatiques, dont les chaînes de télévision publiques (70 %), les réseaux sociaux (64 %) et la radio marocaine (60 %) ; puis l'administration publique et les tribunaux (respectivement 55% et 50%) et les associations (49%).

L'Institut Royal des Etudes Statistiques (IRES) a réalisé en 2012 une **enquête sur le lien social** dont une partie a été consacrée à la confiance dans les institutions et qui a permis de faire ressortir que globalement, les personnes interrogées n'établissent aucune équivalence, en termes de niveau de confiance accordée, entre les institutions composant une même catégorie, fût-elle sociale, civique, médiatique ou en rapport avec les autorités. Elles distinguent plutôt, au sein de chaque catégorie, l'institution digne d'un degré élevé de confiance et celle qui n'en est pas digne. S'agissant des institutions régaliennes, la proportion des personnes interrogées qui accorde une forte confiance à l'armée (61,1%) est presque doublement supérieure à celle qui en fait de même envers la police (32,1%) et bien plus pour ce qui est des tribunaux (23,8%) et du gouvernement (20,8%).

Dans la catégorie des institutions sociales, les personnes interrogées sont nettement plus nombreuses à accorder une confiance forte aux écoles (64,1%) et aux universités (63,6%) qu'aux hôpitaux (26,2%). Dans le milieu des médias, il y a plus de personnes interrogées qui accordent un degré de confiance élevé aux chaînes arabes, captées par satellites (41,5%) qu'aux chaînes nationales. Dans la sphère civique et d'intermédiation, les organisations des droits de l'Homme sont davantage créditées d'un niveau élevé de confiance (59,2%) que les syndicats (22,2%), le parlement (13,3%) et les partis politiques (7,7%).

L'Institut Marocain d'Analyse Politique (MIPA) a publié en 2023 son **indice annuel mesurant la confiance dans les institutions** pour analyser le niveau de confiance des citoyens et citoyennes marocaines dans diverses institutions politiques, économiques et sociales, élues ou non élues.

Le rapport des résultats note la baisse de la confiance dans les institutions élues, y compris la confiance envers le gouvernement actuel en comparaison avec l'année précédente. En effet, 43% des Marocains ont affirmé accorder leur confiance au gouvernement en 2023 contre 69% en 2022.

Les ministères jouissant de la plus grande confiance des interrogés sont le ministre des Habous et des Affaires islamiques, ainsi que le ministère de l'Intérieur, qui ont recensés respectivement 83% et 73% d'indice de confiance.



L'étude révèle que la confiance placée en matière de services de santé publics reste très faible, se plaçant en dessous de la barre des 50% (49%), tandis que les services privés atteignent 72%.

De même, la confiance placée envers les partis politiques a baissé de 42% à 33% en l'espace d'une année. L'étude relève par contre que la confiance envers les institutions régionales et de proximité est plus grande. Ainsi, 62% des interrogés ont exprimé faire confiance aux conseils municipaux locaux.

La confiance en matière d'éducation publique a chuté à 76% et cette valeur baisse encore plus s'agissant de l'enseignement privé qui tombe à 55% selon l'étude de l'Institut MIPA.

Comme les études des années précédentes, les résultats de cette année montrent encore une fois que les institutions non élues jouissent de plus de confiance que les institutions élues. Et les institutions de police, l'armée, et la gendarmerie sont les institutions enregistrant le plus haut taux de confiance chez les Marocains avec respectivement 87%, 89% et 84%.

C'est dans ce cadre que l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) envisage de lancer un baromètre de la confiance dans les institutions publiques qui a pour objectif global d'obtenir une image complète et précise de la confiance des citoyens dans les institutions publiques, en mettant l'accent sur la compréhension des facteurs qui influent sur cette confiance et en fournissant des informations stratégiques pour améliorer la relation entre ces institutions publiques et les citoyens.

ARTICLE 38 : OBJECTIFS

L'objectif global de la construction du baromètre de la confiance dans les institutions publiques est de mesurer, analyser et comprendre le niveau de confiance des citoyens envers ces institutions. Il vise à obtenir un aperçu global de la perception qu'ont les citoyens à l'égard des institutions gouvernementales, judiciaires, policières, et d'autres organismes publics.

1 Objectifs généraux

Ce baromètre vise à :

- ***Évaluer la Confiance Globale*** : Mesurer la confiance globale du public envers les institutions publiques pour avoir une idée de la perception générale.
- ***Comprendre les Dynamiques Sociales*** : Analyser comment la confiance varie selon les groupes démographiques, les zones géographiques ou d'autres caractéristiques sociales/sociodémographique.
- ***Informar les Décisions Politiques*** : Fournir des données et des informations fiables et pertinentes utiles aux décideurs politiques pour orienter leurs actions et politiques publiques adaptées aux besoins et aux attentes des citoyens.
- ***Promouvoir la Responsabilité et la Transparence*** : Encourager les institutions publiques à être plus responsables et transparentes envers le public, en tenant compte des préoccupations soulevées par l'enquête.
- ***Renforcer la Légitimité des Institutions*** : Contribuer à renforcer la légitimité des institutions publiques en montrant qu'elles sont attentives aux attentes et préoccupations des citoyens.

2 Objectifs spécifiques

- **Mesurer la Confiance** : Déterminer le niveau global de confiance du public dans les institutions publiques et identifier les variations entre différentes institutions.
- **Analyser les Facteurs d'Influence** : Examiner les facteurs qui influent sur la confiance du public, tels que la performance, la transparence, la communication, et les politiques mises en œuvre.
- **Explorer les Attentes du Public** : Comprendre les attentes spécifiques du public à l'égard des institutions publiques et évaluer dans quelle mesure ces attentes sont satisfaites.
- **Détecter les Disparités Socio-économiques** : Identifier d'éventuelles disparités dans la confiance en fonction de critères socio-économiques tels que l'âge, le niveau d'éducation, le revenu, etc.
- **Éclairer les Décideurs** : Fournir des informations utiles aux décideurs politiques pour orienter leurs actions en vue d'accroître la confiance du public dans les institutions publiques.

En résumé, le baromètre de la confiance dans les institutions publiques vise à évaluer, comprendre et améliorer la relation entre les citoyens et ces institutions publiques pour le bon fonctionnement de la société.

ARTICLE 39 : APPROCHE METHODOLOGIQUE

1. Concept de la confiance et ses déterminants

La confiance se définit comme la conviction d'un individu qu'une autre personne ou une institution adoptera systématiquement le comportement positif qu'il escompte¹.

Encadré : Le cadre de l'OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques

L'enquête sur la confiance est le reflet de la priorité accordée depuis longtemps par l'OCDE à la question de la confiance dans les pouvoirs publics. Compte tenu de l'érosion de cette confiance provoquée par la crise financière mondiale de 2008, et de ses graves répercussions sur leurs fondements démocratiques, les pays ont appelé, lors de la réunion du Conseil au niveau des Ministres de 2013, à « renforcer les efforts visant à approfondir les questions de la confiance à l'égard des institutions publiques et de son influence sur les performances économiques et le bien-être ». Pour répondre à cet appel, l'OCDE a élaboré un cadre conceptuel, sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques, ainsi qu'un document de lignes directrices relatives à la mesure statistique de ces déterminants. Tous deux ont été testés dans quelques pays via **le projet TrustLab** de l'OCDE.

À la suite d'exams par pays en Corée, en Finlande et en Norvège, le Comité de la gouvernance publique de l'OCDE a approuvé, en 2021, la réalisation d'une enquête internationale visant à faire le point sur la confiance à l'égard des institutions publiques, appliquer les fondements théoriques du cadre pour l'analyse de la confiance et à mieux appréhender les déterminants qui influencent cette confiance. C'est ainsi qu'est née l'enquête de l'OCDE sur la confiance.

Définir la confiance et ses déterminants

¹ Définition utilisée au niveau international : OCDE et l'enquête mondiale sur les valeurs (World Values Survey-WVS).

L'OCDE définit la confiance comme étant « *la conviction d'un individu qu'une autre personne ou une institution adoptera systématiquement le comportement positif qu'il escompte* ». La confiance donne aux individus l'assurance que les autres personnes ou les institutions agiront comme attendu, dans le cadre d'une action particulière ou d'un ensemble d'actions. Bien qu'elle soit influencée par des expériences et des faits réels, la confiance relève souvent d'un phénomène subjectif fondé sur des interprétations ou des perceptions. La définition qu'en donne l'OCDE s'appuie sur plus d'un demi-siècle de recherches universitaires dans des disciplines telles que l'économie, les sciences politiques, la psychologie et la sociologie².

Le cadre identifie cinq principaux déterminants de la confiance dans les institutions publiques. Ils reflètent la mesure dans laquelle les institutions sont réactives et fiables dans la mise en œuvre des actions et des services, et agissent conformément aux valeurs d'ouverture, d'intégrité et d'équité. Depuis le début de la pandémie, le cadre de l'OCDE a été réexaminé via un processus consultatif axé sur la création d'un nouveau paradigme en matière de confiance de la population. Y ont participé plus de 800 personnes – décideurs, fonctionnaires, chercheurs, fournisseurs de données et représentants des secteurs privés et sans but lucratif –, à l'occasion de six webinaires organisés en 2020 et 2021. Une révision du cadre a ensuite eu lieu, afin d'orienter les efforts visant à rétablir la confiance des citoyens à l'égard des pouvoirs publics, pendant et après la crise, en privilégiant une reconstruction plus inclusive, notamment par la prise en compte des différences socioéconomiques, politiques et culturelles, et l'obtention de l'adhésion nécessaire pour aborder des défis à long terme et intergénérationnels comme le changement climatique. Ces déterminants interagissent pour influencer la confiance des gens dans les institutions publiques et sont aggravés par la situation économique, sociale et institutionnelle des pays.

Tableau : Cadre de l'OCDE sur les déterminants de la confiance dans les institutions publiques

Niveaux de confiance à l'égard des différentes institutions publiques		
Confiance dans les autorités nationales et locales, la fonction publique, le parlement, la police, les partis politiques, les tribunaux, les systèmes juridiques et les organisations intergouvernementales		
Déterminants de la confiance dans les institutions publiques liés à la gouvernance publique		
Compétences	<i>Réactivité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la prestation rapide de services publics efficaces, de qualité, centrés sur le citoyen, à un tarif abordable ; ces services doivent être coordonnés entre les différents niveaux de l'administration et doivent satisfaire les usagers. Développer une fonction publique innovante et efficace qui répond aux besoins des usagers.
	<i>Fiabilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> Anticiper les besoins des citoyens et évaluer l'évolution de leurs difficultés. Réduire le plus possible les incertitudes liées au contexte économique, social et politique.
Valeurs	<i>Ouverture</i>	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à la disposition de la population des informations ouvertes et accessibles afin qu'elle comprenne mieux l'action des pouvoirs publics.

² De nombreuses définitions théoriques de la confiance incluent une composante de vulnérabilité ou d'incertitude de la part du mandant dans une relation mandant/mandataire (où le mandant est le citoyen et le mandataire, l'institution publique/l'acteur public). Cette composante est implicite, et non explicite, dans le cadre de l'OCDE de mesure des déterminants de la confiance dans les institutions publiques.

		<ul style="list-style-type: none"> • Consulter et écouter les parties prenantes, et leur répondre, notamment par des possibilités de participation et d'implication des citoyens qui débouchent sur des résultats tangibles. • S'assurer que les chances de faire partie des institutions de la démocratie représentative et d'y participer sont égales pour tous.
	<i>Intégrité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer le respect, au sein des institutions publiques, des normes, des principes et des valeurs d'éthique permettant de préserver l'intérêt général. • Prendre les décisions et utiliser les ressources publiques dans le respect de l'éthique, en privilégiant l'intérêt public plutôt que les intérêts privés, tout en luttant contre la corruption. • Veiller à ce que des mécanismes de reddition de comptes soient en place entre les institutions publiques, à tous les niveaux de gouvernance. • Faire en sorte que la fonction publique reste neutre, de sorte que ses valeurs et ses normes de conduite défendent et privilégient l'intérêt public.
	<i>Équité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les conditions de vie au bénéfice de tous. • Assurer l'égalité de traitement des entreprises et des personnes, indépendamment de leur situation, leur milieu et leur identité (genre, statut socioéconomique, origine raciale ou ethnique...).
Déterminants de la confiance dans les institutions publiques liés aux aspects culturels, économiques et politiques		
<ul style="list-style-type: none"> • Identités, traits et préférences individuels et collectifs, y compris le statut socioéconomique ; socialisation interpersonnelle et réseaux. • Défiance vis-à-vis du système politique et rejet de celui-ci. 		
Perception de l'action publique concernant les défis intergénérationnels et mondiaux		
<ul style="list-style-type: none"> • Attentes et perceptions concernant l'engagement de l'État à relever les défis à long terme et de son efficacité à y parvenir. 		

2. Dimensions de la confiance

La confiance dans les institutions publiques est un concept complexe et multidimensionnel qui peut varier en fonction de divers facteurs socio-économiques, culturels et politiques. Cette confiance peut être décomposé en plusieurs dimensions dont l'analyse permettra d'offrir une vision plus approfondie et nuancée de la confiance du public dans les institutions gouvernementales.

A cet effet, le prestataire est tenu de prendre en considération les différentes dimensions de la confiance dans les institutions publiques, notamment **les deux volets relatifs à la confiance politique et non politique**. La confiance politique se rapporte à la confiance dans les aspects liés à la politique, au gouvernement et aux processus politiques, tandis que la confiance non politique concerne la confiance dans d'autres domaines de la vie socioéconomique. Ces deux formes de confiance peuvent coexister et sont souvent influencées par des facteurs différents. Les niveaux de confiance dans un domaine particulier peuvent également avoir des implications sur la confiance globale d'une personne ou d'une communauté.

- **Confiance Politique** : La confiance politique concerne la foi et la croyance qu'une personne ou une communauté accorde aux acteurs politiques, aux institutions gouvernementales et aux processus politiques. Elle englobe souvent la confiance envers les dirigeants politiques, les

partis politiques, les institutions gouvernementales (comme le parlement, le gouvernement), et la manière dont les affaires politiques sont gérées. Exemple : La confiance dans la capacité d'un président d'une région à prendre des décisions judicieuses ou dans l'intégrité d'un parti politique...

- ✓ Confiance politique dans les institutions :
 - Locales : Conseil municipal ; Conseil régional...
 - Nationales : Parlementaires ; Gouvernement...
- ✓ Confiance politique dans les personnalités :
 - Locales : Maire de la commune ; Conseillers régionaux...
 - Nationales : Parlementaires ; Chef du Gouvernement...
- **Confiance Non Politique** : La confiance non politique, en revanche, concerne la foi et la crédibilité dans des domaines qui ne sont pas directement liés à la sphère politique. Elle peut englober un large éventail de contextes, y compris la confiance dans des institutions sociales, économiques, éducatives, professionnelles, ou même dans des relations interpersonnelles. Exemple : La confiance dans les médias, les institutions financières, les entreprises, les professionnels de la santé...
 - ✓ Administrations et institutions publiques : tribunaux ; hôpitaux ; police ; gendarmerie ; grandes entreprises publiques....
 - ✓ Organes et institutions économiques : banques ; grandes entreprises privées ;
 - ✓ Autres institutions : médias ; société civile et associations...

Le prestataire devra proposer d'autres dimensions/domaines de la confiance qui seront validés avec le maître d'ouvrage.

3. Périmètre et Echantillonnage

Le Baromètre est basé sur la réalisation d'une enquête qui fera appel à un échantillon représentatif de la population marocaine âgée de 18 ans et plus.

L'échantillonnage est une étape cruciale dans la réalisation de l'enquête, car il vise à garantir que le groupe de personnes interrogées soit représentatif de la population générale. En vue de garantir cette représentativité de l'échantillon, le prestataire est tenu de prendre en compte les éléments suivants qui sont en relation avec l'échantillonnage :

- **Objectifs de l'enquête** : Il est indispensable d'aligner les critères d'échantillonnage sur les objectifs spécifiques de l'enquête, en tenant compte des variables pertinentes pour répondre aux questions de recherche.
- **Base de sondage** : Le prestataire est tenu de proposer les bases de sondages possibles. Il est essentiel d'argumenter le choix de la base de sondage retenue. Cet argumentaire devra être inclus dans le livrable de la phase de cadrage en explicitant la méthodologie adoptée pour choisir et mettre à l'essai les bases de sondage potentielles, afin d'en évaluer la

pertinence, la qualité et la couverture des unités de collecte cibles. Il est également indispensable de préciser si le prestataire aura recours à une base de sondage unique ou à la combinaison de plusieurs bases pour assurer le critère de la couverture.

- **Représentativité Démographique** : Il faudra s'assurer que l'échantillon reflète la diversité démographique de la population marocaine, notamment en termes d'âge, de sexe, de classe sociale, du niveau d'éducation et de lieu de résidence.
- **Choix de la Méthode d'Echantillonnage** : Il est conseillé de privilégier une méthode d'échantillonnage probabiliste et représentatif à l'échelle nationale pour donner à chaque individu de la population une chance égale d'être inclus dans l'échantillon ce qui permettra d'augmenter la validité statistique des résultats.
- **Taille de l'Échantillon** : La taille de l'échantillon sera déterminée en fonction de la population totale et du niveau de précision souhaité. Une taille d'échantillon plus grande offre généralement une plus grande fiabilité statistique. Une taille minimale est fixée à 4.000 individus.
- **Stratification** : Etant donné que la population marocaine présente des sous-groupes significatifs (par exemple, différentes tranches d'âge ou régions géographiques), il faudra s'assurer que ces groupes sont proportionnellement représentés dans l'échantillon.
- **Méthode de Collecte de Données** : Le choix de la méthode de collecte de données devra prendre en considération les caractéristiques de la population (en ligne, téléphone, face à face...), tout en veillant à minimiser les biais potentiels liés à la méthode.
- **Pondération** : En cas de déséquilibre dans la représentation de certains groupes dans l'échantillon par rapport à la population totale, il faudra utiliser des techniques de pondération pour ajuster les résultats.
- **Randomisation** : Si des clusters ou des unités de l'enquête sont utilisés, il est indispensable de s'assurer d'intégrer une randomisation appropriée pour éviter les biais systématiques.
- **Période de l'enquête** : La sélection de la période de l'enquête tiendra en compte les variations temporelles possibles dans les opinions, tout en évitant des périodes où des événements majeurs qui pourraient fausser les résultats.
- **Accessibilité des Participants** : Il est important d'évaluer la faisabilité de contacter et de recueillir des réponses auprès des participants potentiels, en tenant compte de l'accessibilité et des contraintes logistiques.

En respectant ces critères, il est garanti d'augmenter les chances d'obtenir des résultats représentatifs et généralisables à l'ensemble de la population marocaine.

ARTICLE 40 : DEROULEMENT DES MISSIONS

1. Phase 1 : Cadrage

Cette phase consiste principalement à effectuer une analyse documentaire et un benchmark sur les bonnes pratiques au niveau international en matière de construction du baromètre de la confiance dans les institutions publiques. Cette phase de cadrage, également une phase de planification, est cruciale dans la réalisation de cette enquête sur la confiance dans les institutions publiques.

Durant cette phase, un certain nombre de travaux devront être effectués par le prestataire, notamment :

- ***Identification de la Population Cible*** : cela consiste à identifier la population spécifique à étudier en termes de confiance dans les institutions publiques tout en proposant en commun accord avec le prestataire d'inclure des groupes démographiques spécifiques ou la population générale.
- ***Choix des Institutions Publiques à Étudier*** : au cours de cette phase, le prestataire proposera la liste des institutions publiques pertinentes pour l'enquête qui sera validé par le maître d'ouvrage. Le prestataire devrait aussi relever toutes les institutions communément incluses dans les travaux de construction des baromètres de confiance et de procéder à leur catégorisation en fonction du contexte marocain. Ensuite il sera question de justifier les choix opérés en matière d'institutions publiques à étudier.
- ***Élaboration du Questionnaire*** : le prestataire aura comme mission de concevoir un questionnaire spécifique pour mesurer la confiance dans les institutions publiques. Les questions doivent être claires, non ambiguës, et orientées vers les objectifs de l'enquête. L'objectif dudit questionnaire est, d'une part, de mesurer les niveaux de confiance des Marocains à l'égard d'un ensemble d'institutions publiques (dont le gouvernement national), et d'autre part, de mesurer la satisfaction des Marocains vis-à-vis d'un ensemble de dimensions de la gouvernance publique qui pourraient influencer sur la confiance (performance, satisfaction avec les services publiques, communication publique, valeurs projetés dans le gouvernement lors de ses interactions avec les citoyens et lors des processus décisionnels, etc.).
- ***Définition des Variables à Mesurer*** : le prestataire devra identifier les variables clés liées à la confiance dans les institutions publiques. La liste de ces variables sera proposée par le prestataire et validé par le maître d'ouvrage.
- ***Choix de la Méthode d'Échantillonnage*** : le prestataire devra proposer la méthode d'échantillonnage appropriée en fonction des objectifs de l'enquête. La méthode proposée sera validée par le maître d'ouvrage sur la base d'un rapport contenant les avantages et les inconvénients de chacune des méthodes qui pourront être utilisées à ce sujet : un échantillonnage aléatoire, stratifié, par quotas...

- **Pilote du Questionnaire et sa Validation** : le questionnaire sera testé sur un petit groupe de personnes représentatives de la population cible. Cela permettra d'identifier et de résoudre tout problème potentiel avant la mise en œuvre complète.
- **Sélection des Indicateurs de Confiance** : Définir les indicateurs spécifiques qui seront utilisés pour mesurer la confiance dans chaque institution. Ces indicateurs peuvent être élaborés à partir des variables collectées du questionnaire.
- **Planification de la Collecte de Données et des Ressources** : le prestataire devra élaborer un plan de collecte de données, y compris le mode (en ligne, téléphone, en personne), la durée prévue et les ressources nécessaires. Il est tenu également d'allouer les ressources nécessaires pour la réalisation de l'enquête, y compris le personnel, le budget, et les outils technologiques.
- **Éthique et Confidentialité** : en vue de garantir l'éthique de la recherche et la confidentialité des réponses des participants, le prestataire est amené à élaborer des procédures à ce sujet.
- **Calendrier de Réalisation** : le prestataire établira un calendrier détaillé indiquant les étapes de réalisation de l'enquête, de la collecte des données à la présentation des résultats.

Le prestataire est également tenu de déterminer tous les domaines où la confiance des citoyens pourrait être mesurée et adapter les questions du questionnaire et les questions relatives à l'analyse qualitative au contexte des institutions publiques marocaines.

Il est à noter qu'en abordant ces aspects de manière détaillée lors de la phase de cadrage, on pourra établir des bases solides pour le reste du processus de réalisation de l'enquête sur la confiance dans les institutions publiques.

En outre, l'analyse quantitative est à compléter par une étude qualitative détaillée permettant de relever certains facteurs ou caractéristiques influant la confiance dans les institutions publiques et non captés par une approche purement quantitative. En effet, une fois les segments de la population à enquêter déterminés, il serait intéressant de constituer des focus groupes, entre autres, pour approfondir les liens relevés par l'analyse quantitative.

Dans ce sens, le prestataire est tenu de détailler la méthodologie à adopter pour effectuer ladite analyse, notamment les techniques de recueil de l'information, la logique de la constitution des segments, le processus et les techniques de traitement de l'information, sa synthèse et son analyse.

2. Phase 2 : Collecte des données

C'est une étape cruciale dans la réalisation de l'enquête. Ci-dessous quelques détails spécifiques pour cette phase que le prestataire est tenu de les prendre en considération :

- **Formation des Enquêteurs** : les enquêteurs impliqués devront être formés sur le protocole de collecte de données, le questionnaire, les techniques d'entretien, et les aspects éthiques de la collecte de données.
- **Préparation des Outils de Collecte de Données** : préparer les outils nécessaires à la collecte de données, tels que les questionnaires, les supports électroniques, ou les guides d'entretien.
- **Choix du Mode de Collecte de Données** : sélectionner le mode de collecte de données approprié en fonction de la population cible et des ressources disponibles (face to face, par téléphone, en ligne...). Le mode de collecte sera choisi en commun accord avec le maître d'ouvrage.
- **Contrôle de Qualité sur le Terrain** : mettre en place des mécanismes de contrôle qualité pour surveiller la manière dont les enquêteurs administrent les questionnaires ou mènent les entretiens, garantissant ainsi la cohérence et la qualité des données collectées.
- **Suivi de la Participation** : suivre le taux de participation pour s'assurer d'atteindre le nombre d'échantillons souhaité. Si nécessaire, il faudra ajuster les stratégies pour augmenter la participation.
- **Saisie des Données** : s'assurer que les données sont saisies correctement dans une base de données et de les stocker de manière sécurisée.
- **Vérification des Données** : effectuer une vérification de la cohérence des données pour identifier d'éventuelles erreurs ou incohérences. Dans le cas de l'analyse qualitative, s'assurer de la retranscription correcte des informations recueillies.

En accordant une attention particulière à ces détails tout au long de la phase de collecte de données, **on pourra garantir la qualité des informations recueillies et renforcer la validité** des résultats de l'enquête sur la confiance dans les institutions publiques.

3. Phase 3 : Analyse des données et élaboration du rapport des résultats

L'analyse des données collectées devra prendre en considération les volets suivants :

- **Traitement préalable des données collectées** : Avant d'analyser les données collectées, il est impératif de s'assurer d'avoir toutes les données correctement recueillies, de vérifier la qualité des réponses et de garantir qu'il n'existe pas de données manquantes ou d'erreurs (le cas échéant : procéder au nettoyage et traitement des données manquantes ou aberrantes). Il faudra également vérifier la cohérence des réponses pour s'assurer qu'elles correspondent aux options fournies dans l'enquête. Il est également possible de transformer les variables si nécessaire (par exemple, convertir les réponses textuelles en données numériques).

- **Exploration des données :**
 - ✓ Effectuer des statistiques descriptives pour comprendre la distribution des réponses.
 - ✓ Utiliser des graphiques (histogrammes, diagrammes circulaires...) pour visualiser les données.
- **Segmentation des données :** le prestataire est tenu de segmenter les résultats en fonction des variables émanant du questionnaire pour obtenir des insights spécifiques à certains groupes, notamment les données démographiques utilisées comme critères d'échantillonnage (âge, sexe, catégories socioprofessionnelles...).
- **Analyse univariée, bivariée et multivariée :**
 - ✓ Analyser chaque variable indépendamment pour comprendre sa distribution et sa signification.
 - ✓ Explorer les relations entre deux variables à la fois. Par exemple, la confiance dans les institutions publiques peut-elle être liée à l'âge ou à d'autres facteurs démographiques ?
 - ✓ Utiliser des techniques statistiques plus avancées pour comprendre les relations entre plusieurs variables en même temps. Cela devra inclure des régressions multiples, des analyses de variance et les méthodes d'analyse des données. Les analyses économétriques permettront d'identifier quelles dimensions de la gouvernance publique sont les plus fortement associées à des niveaux de confiance plus élevés dans les institutions publiques.
- **Tests statistiques :** il est important pour garantir la fiabilité et la pertinence des tests statistiques pour évaluer la signification des différences observées. Cela devra inclure des tests tels que le test de *Chi-carré*, les tests *T-Student*...
- **Interprétation des résultats :** Formuler des conclusions basées sur les différentes analyses effectuées et identifier les tendances, les corrélations et les variables qui influent sur la confiance dans les institutions publiques.

Rapport et visualisation des résultats : le prestataire est tenu de préparer un rapport détaillé de toutes les analyses effectuées avec les présentations PowerPoint (PPT) en mettant l'accent sur les résultats obtenus. Le rapport détaillé devra contenir des graphiques et des tableaux pour rendre les résultats plus accessibles et lisibles en matière d'interprétation. La présentation PPT des résultats devra être claire et concise mettant en évidence les conclusions clés.

ARTICLE 41 : LIVRABLES DE LA PRESTATION

Tableau récapitulatif des livrables

<p>Phase 1 : Cadrage</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport détaillé de la phase de cadrage(*) : analyse documentaire, approche méthodologique adoptée (détaillée), Benchmark des bonnes pratiques à l'échelle internationale, questionnaire définitif(*)... 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous ces livrables devront être fournis en format Word ; • Pour chaque phase le prestataire devra élaborer un rapport de synthèse ; • Pour chaque phase le prestataire devra élaborer une présentation PPT ; • Les documents en (*) devront être fournis en deux langues (Arabe et Français) ; • Les synthèses des documents en (*) devront être fournis en trois langues (Arabe, Français et Anglais) • Les présentation PPT des rapports en (*) devront être fournis en trois langues (Arabe, Français et Anglais)
<p>Phase 2 : Collecte de données</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un rapport de déroulement de la phase de collecte de données : formation des enquêteurs, enquête pilote, maquette de saisie, contrôle de la qualité des données, codification, analyse préliminaire des premiers résultats... 	
<p>Phase 3 : Analyse des données et élaboration du rapport des résultats</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un rapport d'analyse et d'interprétation des résultats (*). Le prestataire ne devra pas se contenter de présenter les résultats en chiffre mais de les interpréter et de leur donner une lecture approfondie sur la base du croisement des différentes questions. • La base de données définitive et fiable et les modes de calcul des indicateurs. 	

ARTICLE 42 : BORDEREAUX DES PRIX

-BORDEREAU DU PRIX GLOBAL-

Appel d'offres n° 06/2024

Objet : Etude de réalisation du baromètre de la confiance dans les institutions publiques, en lot unique.

Prix N°	DESIGNATION DE LA PRESTATION	Prix Forfaitaire DH HT
1	Etude de réalisation du baromètre de la confiance dans les institutions publiques.	
TOTAL HT		
TVA (20%)		
TOTAL TTC		

Fait à Le

(Signature et cachet du concurrent)

-DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL-

Appel d'offres n° 06/2024

Objet : Etude de réalisation du baromètre de la confiance dans les institutions publiques, en lot unique.

Prix n°	Désignation	Quantité Forfaitaire	Prix unitaire (en dirhams) HT	Montant total HT
1	<u>Phase1</u> : Cadrage (25%)	Forfait		
2	<u>Phase2</u> : Collecte de données (25%)	Forfait		
3	<u>Phase3</u> : Analyse des données et élaboration du rapport des résultats (50%)	Forfait		
MONTANT TOTAL HT				
TVA 20%				
MONTANT TOTAL TTC				

Fait à..... Le

(Signature et cachet du concurrent)


CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 06/2024

Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption

Objet : Etude de réalisation du baromètre de la confiance dans les institutions publiques, en lot unique.

Imputation budgétaire : 1212.055.000.106.00. 20.31

<p><u>Cachet et signature de l'INPPLC</u> (Maitre d'ouvrage)</p>  <p>The logo of the Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) is displayed. It features the acronym 'Inpp/c' in a stylized blue font. Below it, the full name of the institution is written in smaller blue capital letters: 'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITÉ DE LA PRÉVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION'. To the right of the logo, the word 'Président' is written in blue, and below it, the name 'Mohammed Bachir RACHDI' is written in blue. A handwritten signature in blue ink is written over the printed name and the word 'Président'.</p>	<p><u>Signature du concurrent</u> (Lu et accepté manuscrite)</p>
--	--